

Déclaration commune : Ensemble !, Gauche démocratique et sociale, Génération.s, Nouveau Parti Anticapitaliste, Nouvelle Donne, Parti communiste français, Parti de Gauche, République et Socialisme.

Prix de l'essence, taxes et impôts : faire reculer Emmanuel Macron, président des riches, et proposer des mesures pour la transition écologique.

La hausse du prix de l'essence provoque une colère massive. Le gouvernement « pro-riches » Macron-Philippe aura tout fait pour provoquer une haine de l'impôt, par des injustices scandaleuses.

Le quinquennat Macron a commencé par une liste de cadeaux aux plus fortunés : suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), de la progressivité des impôts sur les gros revenus, doublement de la baisse des cotisations sociales en 2019 avec 40 milliards sans créer d'emplois, aucune mesure pour empêcher la fraude fiscale massive des grands groupes et grandes fortunes. Le groupe Total, qui vend du pétrole et de l'essence, triche avec l'impôt sur les sociétés, encaisse pourtant de gigantesque profits (9 milliards en 2017). Il engraisse ses actionnaires (plus de 11% de rentabilité de l'action).

Les cadeaux aux plus fortunés et aux entreprises sont payés par des politiques alourdies contre les plus modestes : hausse de la CSG, gel des APL, retraites augmentées en dessous de l'inflation, blocage des salaires, austérité généralisée. La taxe et la TVA sur l'essence, c'est 60% du prix du litre. Et pour les entreprises du secteur, c'est 10% de marge. Les taxes à la consommation, comme la TVA et la taxe essence, sont des impôts totalement injustes qui pénalisent bien plus les plus pauvres que les riches.

Ce sont les prélèvements injustes sur les ménages qui financent les cadeaux aux riches, au lieu d'une fiscalité progressive et d'une taxation du capital. L'austérité budgétaire, la dégradation des services publics (hôpitaux, rail, bureaux de poste...) s'imposent à la majorité de la population. Ce sont les plus modestes qui trinquent !

Il faut inverser cette politique !

Les salarié-es, les chômeurs, les jeunes sont contraints d'utiliser une voiture, dans les zones rurales ou urbaines éloignées des centres villes. Rien n'est fait pour développer les transports en commun moins polluants, ou pour proposer des tarifs sociaux incitatifs. La prime à l'achat de nouvelles voitures moins consommatrices n'a qu'un effet dérisoire.

Nous faisons des propositions alternatives :

- 1- Augmenter les salaires, les retraites, les indemnités de chômage, les minimas sociaux, et lutter contre l'évasion et l'optimisation fiscales.
- 2- Taxer avant tout les compagnies pétrolières et les grandes entreprises du transport routier ou aérien, ou gestionnaires d'infrastructure (autoroutes), et notamment le groupe Total dont les bénéfices 2017 ont bondi de 39%, qui s'enrichit sur le dos des automobilistes.
- 3- Taxer le kérosène (qui ne l'est pas du tout !) pour empêcher que l'avion, très pollueur, ne concurrence le train. Supprimer l'exonération scandaleuse des taxes carburant pour le transport routier afin de développer le fret ferroviaire. Affecter l'essentiel des ressources de la taxe sur les carburants (TICPE) au développement de

transports et de sources d'énergie écologiques, avec un contrôle démocratique.

4- Arrêter la fermeture des petites lignes de chemins de fer (9000 km sont menacés), qui transforme les campagnes en déserts. Investir massivement dans les transports en commun de qualité accessibles à tous.

5- Baisser fortement la TVA pour tous les produits de première nécessité.

6- Contraindre les constructeurs à fabriquer des véhicules propres et sécurisés ; interdire la production et l'importation de véhicule diesel.

7- Engager sur ces bases de justice sociale la transition écologique

Tous ensemble, agissons avec les forces de gauche et écologistes, les syndicats, les associations environnementales, les usagers des transports. Pour sortir de la pauvreté, de la pollution, des bas salaires, de la dégradation des services publics, il faut une autre politique !

Le 15 novembre 2018.